

## La « barbarie moderne » de l'agrobusiness au Brésil

Rodrigo Simão Camacho<sup>1</sup>

**Il existe au Brésil deux modèles agricoles antagoniques : celui, dominant, de l'agrobusiness et celui de l'agriculture paysanne. L'agrobusiness peut être qualifié de « barbarie moderne », en ce qu'il mêle des aspects modernistes – en termes de productivité et de technologies – à des dimensions héritées du modèle colonial des plantations, dont il poursuit et reproduit la logique prédatrice et destructrice.**

Au Brésil, comme dans bien d'autres endroits dans le monde, le discours néolibéral présente l'agrobusiness comme le seul modèle agricole viable pour la société. Mais la subordination du monde rural au mode de production capitaliste qu'il implique a des coûts sociaux et environnementaux incalculables. En se concentrant sur les cultures de canne à sucre, de soja ou d'eucalyptus, les écosystèmes agricoles simplifiés de l'agrobusiness nécessitent un recours croissant à des pesticides, destinés à combattre les fléaux et assurer la productivité, qui menacent sérieusement la biodiversité. Les conséquences sociales de ce modèle sont tout aussi redoutables : exode rural, ségrégation sociale et spatiale, misère, faim, violence et chômage.

Non seulement l'agrobusiness détruit l'environnement, mais il interrompt le processus humain de production d'une culture populaire, en déterritorialisant les sujets producteurs de cette culture dans les campagnes. Dans les territoires où l'agrobusiness s'est

---

1. Doctorant en géographie de l'Université d'État de São Paulo (Unesp), Brésil.

imposé, la culture populaire que l'agri-culture paysanne générerait, par exemple lors des fêtes de juin qui célèbrent traditionnellement la récolte, disparaît. Car l'agro-business ne produit pas de culture, mais seulement du capital. Ce type d'utilisation du territoire est fondamentalement hostile à la reproduction de la « socio-biodiversité ».

Nous sommes au début d'un nouveau cycle de production énergétique au Brésil, marqué par le développement des carburants d'origine agricole. L'expansion des monocultures de canne à sucre, sous l'impulsion de l'agro-business, a fait du pays un des principaux producteurs d'agrocarburants à l'échelle mondiale. Cette triple conjonction de la monoculture, du latifundium et des agrocarburants a non seulement accentué les phénomènes d'exclusion/expropriation des populations rurales et de détérioration de l'environnement, mais elle a en outre provoqué le renchérissement des denrées alimentaires, au détriment des populations les plus démunies.

L'agro-business latifundiaire et exportateur est considéré par les élites comme le symbole de la modernité dans les campagnes. Mais sous ses habits modernes se dissimule la barbarie, car la concentration des terres et des revenus qu'il génère alimente l'exclusion sociale et l'expropriation des populations rurales. Si nous défendons l'agriculture paysanne et celle des populations rurales traditionnelles, c'est parce qu'à travers leurs pratiques de la polyculture biologique, elles ont établi une relation équilibrée avec la nature et conçoivent la production alimentaire comme un besoin primordial. Elles envisagent la transformation de la nature comme une forme de survie et non comme une forme commerciale de production du capital.

### **L'agro-business, ou le néolibéralisme appliqué à l'agriculture**

Pour Porto-Gonçalves, le modèle agraire/agricole national actuel – l'agro-business – repose sur deux piliers : « *L'utilisation d'un mode de production de connaissances propre au capital, qui se traduit par la survalorisation de la science des techniques occidentales (lesquelles se veulent universelles) ; et l'expansion des terres cultivées, surtout dans les régions où les terres sont bon marché* » (2004). L'agro-business est également responsable de l'expansion des conflits, car il a renforcé son contrôle sur les territoires et les systèmes productifs, accentuant de la sorte les injustices sociales. Il se différencie du latifundium non productif en ce qu'il ne se limite pas à la concentration des terres : « *L'agro-business est un nouveau type*

*de latifundium, d'une ampleur encore plus grande, qui ne concentre et ne contrôle pas seulement la terre, mais aussi la technologie et les politiques de développement» (Fernandes, 2009).*

La logique inégalitaire et contradictoire de l'agrobusiness est la même que celle qui régit les relations capitalistes de production : plus on produit, plus on génère l'exploitation de l'homme et de la nature, plus on crée de la valeur ajoutée, plus on concentre/accumule/augmente le capital, avec comme conséquence l'accroissement des inégalités sociales. Mais la spécificité de ce processus réside dans le fait qu'aujourd'hui, le contrôle de la science, de la technique et de l'information au niveau mondial a permis à l'agriculture capitaliste de produire plus avec moins de temps et d'espace. Une donnée qui a accru le pouvoir de l'agrobusiness au Brésil et dans le monde. *« L'augmentation de la productivité a accentué sa contradiction centrale : l'inégalité. L'utilisation de nouvelles technologies permet de produire toujours plus sur des surfaces réduites. Ce processus a impliqué une concentration de pouvoir, donc de richesses et de territoire. La clef de voûte de cette expansion est le contrôle de la connaissance technique, à travers une agriculture scientifique mondialisée » (Fernandes, 2009).*

Cette maîtrise technologique par le capital ne pourra jamais réduire les inégalités socio-économiques, puisque celles-ci sont la conséquence de la logique de destruction inhérente au capitalisme. Le latifundium non productif a été remplacé, mais cela n'a fait qu'inverser les raisons de l'exclusion sociale : *« Le développement des connaissances produit par l'évolution technologique a été construit à partir de la structure du mode de production capitaliste. Il y a bien eu amélioration du processus productif, mais non solution aux problèmes socio-économiques et politiques : le latifundium génère l'exclusion par l'improductivité, l'agrobusiness par la productivité intensive » (Fernandes, 2009).*

Le discours idéologique de l'agrobusiness en termes de productivité et de modernité vise à dissimuler son véritable fondement : la concentration de terres et des revenus ainsi que l'exploitation de l'être humain et de la nature, exploitation qui nous ramène pratiquement à l'époque coloniale avec, souvent, le recours à une forme de travail analogue à l'esclavagisme. Le seul changement constaté concerne une baisse de l'importance du capital rentier caractéristique des pays moins développés. Ainsi, quels que soient les termes employés pour la désigner – agriculture capitaliste, agriculture

patronale, agriculture d'entreprise ou agrobusiness –, ce qui en constitue l'essence, c'est la logique destructrice du capital: « *Le processus de construction de l'image de l'agrobusiness occulte son caractère monopolistique, prédateur et excluant, pour ne révéler que son aspect productiviste en mettant en évidence l'augmentation de la production, de la richesse et le développement des nouvelles technologies. Mais la question structurelle n'évolue pas. Du travail esclave aux moissonneuses contrôlées par satellite, le processus d'exploitation et de domination se perpétue, la concentration des terres s'intensifie, la destruction de la paysannerie s'accélère* » (Fernandes, 2009).

D'après Oliveira (2003), l'agrobusiness constitue en lui-même une contradiction pouvant être synthétisée par les termes « barbarie et modernité ». Ce modèle agricole national se présente sous des dehors modernes de haute productivité (ce qui se révèle faux en matière de production alimentaire, puisque la petite propriété produit plus), avec une technologie avancée, la production de *commodities*, etc., mais occulte idéologiquement ses racines, qui plongent dans le modèle du latifundium colonial des plantations, dont il continue et reproduit l'exclusion sociale et les dommages écologiques. D'où l'expression « moderne-colonial » utilisée par Porto-Gonçalves pour expliquer les relations capitalistes dites modernes dans les pays moins développés. À l'instar des plantations coloniales, l'agrobusiness repose sur la triade latifundium-monoculture-exportation. Seule la forme d'exploitation du travail change, de l'esclavagisme au salariat. Et encore, les conditions de travail du salarié moderne sont souvent analogues à celles de l'esclave.

La structure de ce modèle agraire/agricole national est fondée sur l'alliance du capital national et du capital international. « *Ce modèle agricole, qui se présente comme des plus modernes, surtout en vertu de ses capacités de production, réactualise en réalité ce qu'il y a de plus ancien et de plus colonial comme mode de pouvoir, en constituant une oligarchie composée des grandes entreprises financières internationales, des grandes sociétés de recherche et de production de fertilisants, de pesticides et de semences, des grandes chaînes de distribution liées aux supermarchés et aux pharmacies et enfin des grands latifundiums exportateurs de grains. Ces latifundiums productifs sont, mutatis mutandis, aussi modernes que l'étaient les grandes exploitations et leurs inventions techniques, qui ont produit la principale commodity des 16<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> siècles : la canne*

à sucre, du Brésil aux Antilles. À l'époque, il n'y avait rien de plus moderne» (Porto-Gonçalves, 2004).

D'après Stedile, leader du mouvement brésilien des paysans sans terre: «*L'agrobusiness, c'est le néolibéralisme appliqué à l'agriculture. [...] Une relation de subordination s'est établie entre, d'une part, les grands propriétaires d'exploitations agricoles et les capitalistes tournés vers l'exportation et, d'autre part, les entreprises transnationales qui contrôlent le commerce agricole international, les semences, la production de pesticides et l'agro-industrie. L'enfant issu de ce mariage a reçu pour nom agrobusiness*» (Stedile, 2006a). Bien que le mot agrobusiness désigne toute opération commerciale portant sur des produits agricoles, ce concept a acquis un sens nouveau au Brésil, où il fait référence à l'implantation d'un modèle de production agricole qui, lui, est le fruit d'une alliance avec le capitalisme agricole international, représenté par l'Associação Brasileira de Agribusiness.

Le concept d'agrobusiness, *agronegócio* en portugais, dérive du mot *agribusiness*, forgé en 1957 par Davis et Goldberg, qui désigne un complexe de systèmes intégrant l'agriculture, l'industrie, le marché et la finance. «*Cette condition confère aux entreprises transnationales de l'agrobusiness un pouvoir extraordinaire, qui leur permet de manipuler les processus dans tous les systèmes du complexe*» (Fernandes, 2008a). Cet ensemble de systèmes mondialisé est dominé par dix entreprises transnationales. Pour Stedile: «*Monsanto, Bunge, Cargill, ADM, BASF, Bayer, Syngenta, Novartis, Nestlé et Danone contrôlent pratiquement toute la production agricole, celle des pesticides, des semences transgéniques et le commerce international des biens agricoles*» (2006a).

Gorender souligne de son côté le rôle des politiques publiques dans la consolidation de ces sociétés transnationales. Il s'agit de politiques «*servant les intérêts de l'industrie des équipements et intrants agricoles et de l'industrie de transformation des matières premières agricoles; secteurs largement dominés par les multinationales impérialistes*» (2002). En ce sens, la réalité brésilienne est marquée par les inégalités et l'exploitation. Dans un contexte d'internationalisation de l'économie brésilienne au sein d'un monde capitaliste globalisé, les grands groupes économiques – nationaux et surtout internationaux – contrôlent donc l'exploitation de nos ressources naturelles en vue de les exporter. Dans l'idéologie véhiculée par nos élites, le soutien à l'agrobusiness est une

priorité économique nationale car il est source de modernisation des campagnes.

### **Concentration foncière, exode rural, perte de biodiversité**

Comme le relève Balduino, si l'agrobusiness « *est source de devises, de modernisation et de cohésion d'une élite riche, il concentre parallèlement les terres et les revenus qu'elles génèrent et entraîne l'appauvrissement des populations des campagnes* » (2004). Ces dernières années, la superficie occupée par les exploitations de plus de 1 000 hectares a augmenté de plus de 30 millions d'hectares (Stedile, 2006a). Les timides programmes gouvernementaux d'allocation de terres aux paysans pauvres n'infléchissent pas sensiblement cette tendance dominante du contexte foncier brésilien.

À la concentration des terres, il faut ajouter une autre caractéristique propre à ce modèle : la mécanisation de la production, qui restreint les possibilités d'emploi dans les campagnes. D'après Stedile, « *l'an passé, 300 000 salariés des campagnes ont perdu leur emploi et ont migré vers les villes* » (2006a). De même, contrairement à ce que l'on pense, l'utilisation des semences transgéniques n'est pas directement liée à l'augmentation de la productivité, mais plutôt à une diminution des coûts de main-d'œuvre, en ce qu'elle permet de réduire le travail de lutte contre les fléaux agricoles et de simplifier les modes de semis. Il en résulte la production d'une « agriculture sans agriculteurs ». Alors même que la superficie agricole connaît une vigoureuse expansion depuis les années 1990, le nombre de personnes employées dans les exploitations agricoles brésiliennes ne cesse de diminuer.

La monoculture, qui est une autre caractéristique de l'agrobusiness, homogénéise les écosystèmes, ce qui augmente le risque d'apparition de fléaux agricoles. La biodiversité est également fragilisée du fait que ce type de culture simplifie à l'extrême les relations naturelles existantes et exige l'utilisation d'une grande quantité d'intrants chimiques – fertilisants, herbicides, fongicides – pour que la production puisse avoir lieu. « *D'après les données de la FAO, l'utilisation de fertilisants a été multipliée par quatorze ces cinquante dernières années, période durant laquelle la production de céréales n'a fait que tripler. Ainsi, le rapport production de céréales/utilisation de fertilisants est passé de 42 à 13 tonnes de céréales par tonne de fertilisants entre 1950 et 2000... Une chute extraordinaire!* »

(Porto-Gonçalves, 2004). Cette augmentation exponentielle de l'usage d'intrants est l'objet d'intenses critiques depuis des dizaines d'années de la part des organisations de défense de l'environnement, des organismes liés à la santé publique et des syndicats de travailleurs ruraux.

Avec d'autres organisations, le Mouvement des paysans sans terre et Via Campesina-Brésil ont lancé en 2011 une campagne – « *Les pesticides tuent : campagne permanente contre les pesticides et en faveur de la vie* » –, afin d'alerter la population quant aux dangers pour la santé et l'environnement qui découlent de leur utilisation excessive par l'agrobusiness : « *Chaque Brésilien consomme 5,2 litres de poison par an. Le Brésil est le plus grand consommateur d'intrants chimiques au monde depuis 2009. D'après les chiffres officiels, plus d'un milliard de litres de poison ont été déversés sur les cultures. Les pesticides contaminent la production d'aliments que nous mangeons et l'eau (des rivières, des lacs, des pluies et des nappes phréatiques) que nous buvons ! Mais le poison n'est pas seulement dans nos champs. Qu'il s'agisse de l'environnement, des animaux ou de nous, les êtres humains, tout est menacé ! Les pesticides provoquent une série de maladies très sérieuses, qui affectent les travailleurs ruraux, les communautés rurales et toute la population qui consomme des aliments contenant des substances toxiques.* »

Dernière problématique cruciale en lien avec l'agrobusiness : la violence en milieu rural. Il existe en effet une corrélation entre l'implantation du capital dans les campagnes et l'augmentation de la violence, qui culmine avec les assassinats de leaders des mouvements sociaux paysans, confirmant la barbarie de l'agrobusiness et sa nature à la fois moderne et coloniale : « *Selon des informations récentes divulguées par la Commission pastorale de la terre, les États brésiliens conquis par l'agrobusiness sont ceux qui comptent le plus grand nombre d'assassinats de représentants des travailleurs ruraux et de familles expulsées. [...] Au Mato Grosso, État gouverné par le plus grand producteur de soja du monde, Blairo Maggi, pour la seule année 2003, l'équivalent de 6,2 % de la population rurale a été purement et simplement expulsée de ses terres ou des terres qu'elle revendiquait. [...] Même l'époque coloniale n'a pas accompli une telle prouesse* » (Porto-Gonçalves, 2004).

### **L'agriculture paysanne : pour la souveraineté alimentaire et la préservation de la socio-biodiversité**

La réforme agraire – considérée comme « l'ensemble des mesures qui visent à encourager la distribution de terres par le biais de modifications du régime de propriété et d'usage, afin de répondre aux principes de justice sociale et à l'augmentation de la productivité » (Almeida, 2004) – est l'option qui s'oppose à ce modèle dominant. Mais pour que le petit producteur ait accès à un revenu suffisant pour vivre avec dignité en milieu rural, cette réforme agraire doit être envisagée dans le cadre de la lutte contre l'agro-industrie nationale et multinationale. En effet, « il est impossible pour un producteur de lait d'augmenter le revenu de sa production sans que Nestlé ou le lait Gloria perdent une partie de leurs bénéfices » (Stedile, 2002).

Cependant, l'option prise depuis toujours par l'État brésilien a consisté à privilégier l'agrobusiness latifundiaire, en donnant la priorité aux produits destinés à l'exportation, au détriment de la production d'aliments pour la population (Gorender, 2002). La domination de l'agrobusiness au Brésil engendre une géographie agraire caractérisée par un antagonisme de fait entre l'expansion de l'agriculture industrielle et la réforme agraire. En d'autres termes, « l'agrobusiness, prédateur, destructeur, est incompatible avec la réforme agraire » (Casaldáliga, 2005).

Cette domination de l'agrobusiness au Brésil s'appuie aussi sur les médias de masse. Dans un reportage paru dans le journal *O Estado de São Paulo*, il est ainsi affirmé que les occupations des terres et, par conséquent, la réforme agraire, sont les principaux responsables de la déforestation de l'Amazonie, alors que les véritables responsables sont autres. « La réforme agraire n'est responsable que de 15 % de la déforestation. Ce qui est passé sous silence, c'est que les autres 85 % sont le fait des latifundistes de l'agrobusiness, des accapareurs de terre (grileiros) et des exploitants de bois illégaux qui sévissent en Amazonie » (Souza, 2006). Ce que le discours de la presse dominante occulte, c'est donc la réalité de la lutte des classes liée à des projets distincts d'agriculture.

À l'encontre de cet ordre établi, Stedile (2006a) présente une conception alternative, avancée par les mouvements sociaux ruraux, les Églises, les défenseurs de l'environnement, les dizaines d'entités qui composent le Forum national de réforme agraire et par



diverses autres délégations de travailleurs issus du milieu rural : « *Nous revendiquons le pouvoir d'utiliser les terres et les ressources naturelles de notre société sous une autre forme. Nous revendiquons le pouvoir de nous organiser en petites et moyennes unités de production (elles pourraient aller jusqu'à 1 000 hectares, mais elles doivent avoir une limite), nous défendons la polyculture, qui est la meilleure façon de tirer parti du potentiel des sols et du climat et de préserver la biodiversité. Nous voulons favoriser la production d'aliments, mais des aliments sains, sans pesticides. Nous voulons une agriculture qui puisse absorber la main-d'œuvre, créer des emplois. Qui garantisse aussi un revenu à tous ceux qui travaillent dans le milieu rural et pas seulement aux grands propriétaires qui, en général, vivent dans les capitales. Nous voulons encourager l'utilisation de techniques agricoles qui respectent l'environnement et le préservent pour les générations qui nous suivront. Nous voulons que l'on augmente le recours à des semences traditionnelles, qui sont adaptées à notre environnement, et nous nous opposons aux plantes transgéniques, qui ne sont qu'une forme de profit supplémentaire pour les multinationales qui nous exploitent* » (Stedile, 2006a).

Face à l'expansion fulgurante des aliments transgéniques, il importe de préserver les semences indigènes et de veiller à leur reproduction, faute de quoi leur disparition entraînera inexorablement l'extinction d'espèces millénaires, préservées durant des générations par les populations rurales et nécessaires à la survie humaine. Il est indispensable de prendre la mesure de la pollution génétique en cours. D'une part, les cultures transgéniques se mélangent facilement aux productions biologiques par l'intermédiaire des vents, des pluies, des animaux, etc., si bien qu'il est aujourd'hui très difficile de faire la distinction entre les aliments biologiques et ceux qui ont été génétiquement modifiés. D'autre part, elle peut entraîner l'extinction de certaines espèces. Sans même parler du fait que nous ne savons pas actuellement avec certitude quels effets ces organismes peuvent avoir sur l'être humain.

Au nom de l'uniformisation commerciale, on assiste donc à l'extinction de diverses espèces sur l'ensemble de la planète. C'est ce que l'on appelle l'érosion génétique. Les effets négatifs de cette uniformisation de l'agriculture mondiale sont confirmés par les pertes récurrentes de récoltes dues à la fragilisation de ces cultures face aux fléaux agricoles. « *90 % de notre alimentation est composée*

*d'à peine quinze espèces végétales et huit espèces animales. [...] Les nouvelles espèces de cultivars remplacent les espèces natives, produisant ainsi une uniformisation de l'agriculture et détruisant la diversité génétique. Rien qu'en Indonésie, 1 500 variétés de riz ont disparu au cours des quinze dernières années. Plus l'uniformisation s'accroît, plus la vulnérabilité des espèces augmente. La perte de la récolte de pommes de terre en Irlande en 1846, celle du maïs aux États-Unis en 1970, ou encore celle du blé en Russie en 1972 sont autant d'exemples des dangers de l'érosion génétique. Ils montrent la nécessité de préserver les variétés natives des plantes, même si le but est de créer de nouvelles variétés améliorées et résistantes aux fléaux agricoles. Le génie génétique entraînera la perte de milliers de variétés de plantes en n'en cultivant que quelques espèces à forte productivité» (Porto-Gonçalves, 2004).*

Le monopole des semences détenu par les grandes sociétés transnationales tend à augmenter l'insécurité alimentaire, car si l'homme a cherché à répondre à son principal besoin – l'alimentation – tout au long du processus d'hominisation, ce besoin fait désormais partie d'un cycle économique mondial dont l'objectif principal est de satisfaire la soif de profit de ces entreprises. En ce sens, à l'heure où il est plus rentable de cultiver des plantes destinées à la production d'agrocarburants que de cultiver des plantes destinées à l'alimentation, la souveraineté alimentaire – « *comprise comme un principe définissant le droit et même le devoir de toute population à produire les aliments nécessaires à sa survie* » (Stedile, 2007) – est un enjeu qui gagne en importance d'année en année.

### **« Agro-business » contre « agri-culture »**

D'après Fernandes, l'agriculture capitaliste, ou agrobusiness, et la paysannerie construisent des territoires distincts, en opposition. L'agrobusiness organise son territoire uniquement à partir de la logique économique du marché. Y prédomine le paysage homogène de la monoculture, avec peu de travailleurs et peu de biodiversité. À l'opposé de ce modèle, les paysans organisent leurs territoires à partir de rapports sociaux non capitalistes, avec pour but la reproduction matérielle et symbolique de la vie dans sa totalité. Aussi leurs terres traversent-elles toutes les dimensions de la réalité : la culture, l'éducation, l'alimentation, les loisirs, etc. Elles sont habitées, et les paysages, hétérogènes, recèlent de la socio-biodiversité et des agro-écosystèmes complexes.

Selon Porto-Gonçalves, la culture dans les campagnes « est associée à la distribution de richesses au sens fort du terme et pas nécessairement au sens du business. D'où le contraste entre agriculture et agrobusiness! » (2004). Quant à la différenciation de la production culturelle entre l'agriculture paysanne et l'agrobusiness, Porto-Gonçalves (2004) l'analyse en termes des relations qui ont cours au sein de ces territoires distincts. On le sait, l'agriculture est produite par des personnes qui elles-mêmes produisent de la culture à partir de leurs relations socio-spaciales et historiques. Cependant, dans l'agrobusiness, la production agricole n'a pas de lien avec la production culturelle, dans la mesure où il ne s'agit pas d'une production impliquant dans son processus des sujets territorialisés. Pour l'agrobusiness, ce qui importe, comme son nom l'indique, c'est le « business », c'est-à-dire le profit.

### **Les monocultures d'agrocarburants versus « l'alimergie » paysanne**

Parmi les changements particulièrement marquants – liés à la science, à la technique et à l'information –, qui distinguent notre époque des périodes précédentes et matérialisent cette nouvelle étape de développement du capitalisme mondialisé au Brésil, il y a la production de carburants végétaux, ou agrocarburants. La principale plante utilisée dans la production de carburant au Brésil est la canne à sucre, qui est transformée en éthanol. Il s'agit d'une plante typique des pays tropicaux, car elle a besoin de chaleur et d'eau en abondance pour pousser. Le Brésil, le plus grand pays tropical, domine la production mondiale de canne à sucre.

L'impérialisme des pays développés apparaît avec évidence à travers l'intérêt des entreprises transnationales pour la production d'éthanol sur notre territoire afin de satisfaire la demande des pays dont elles sont originaires : « *Le pillage du territoire brésilien est déjà organisé et planifié. Les multinationales (General Motors, Nascar, GM, Indy) sont particulièrement avides de mettre la main sur l'éthanol des tropiques, tout comme Bill Gates, jamais en retard, dont l'entreprise californienne Ethanol Pacific cherche à acheter les terres du Mato Grosso et de Goiás. [...] Les Japonais, les Hollandais, les multinationales, tout ce monde cherche à construire des usines d'éthanol au Mato Grosso do Sul et au Paraná* » (Betto, 2007).

Pour des raisons techniques, les usines d'éthanol doivent s'approvisionner en matières premières dans un rayon géographique

réduit, ce qui contribue à la concentration foncière et à l'extension des monocultures. Elles utilisent en général une main-d'œuvre composée de migrants, qui sont employés en dehors de toute réglementation du travail. Les travailleurs sont (mal) rémunérés en fonction de la quantité de canne coupée et non des heures de travail prestées. Et ils n'ont de toute façon aucun contrôle sur le pesage des quantités de canne qu'ils ont coupées. Certains arrivent à couper quinze tonnes par jour. Mais une telle épreuve leur cause des problèmes sérieux de santé, des crampes, des tendinites, qui touchent la colonne et les pieds. Des dizaines de morts d'« épuisement » ont été constatées ces dernières années dans les plantations de l'État de São Paulo. En 1850, un esclave coupait habituellement la canne pendant quinze à vingt ans. De nos jours, l'intensité du travail est telle que le coupeur ne résiste pas plus de douze ans en moyenne (Betto, 2007).

Autre problème lié aux agrocarburants : la hausse du prix des denrées alimentaires. Elle a suscité des manifestations dans de nombreux pays et de grandes inquiétudes au sujet de la sécurité alimentaire des personnes les plus fragiles à l'échelle mondiale. Bien que celle-ci n'ait pas pour seule cause le remplacement des cultures alimentaires par des cultures énergétiques, d'après une étude de l'OCDE et de la FAO de 2007, « *les biocarburants auront un fort impact sur l'agriculture entre 2007 et 2016. Les prix de l'agriculture demeureront au-dessus de la moyenne des dix dernières années. Les céréales seront entre 20 et 50 % plus chères. Au Brésil, la population a payé trois fois plus cher les denrées alimentaires au cours du premier semestre de cette année, comparé à la même période en 2006* ».

Plus généralement, l'expansion de l'agriculture industrielle entraîne une augmentation des cultures destinées à l'exportation – les *commodities* – au détriment des cultures alimentaires. La canne à sucre et le soja, en particulier, ne cessent de gagner du terrain aux dépens du riz, des haricots, du maïs et du manioc. Cette tendance est indissociable du biais pro-agrobusiness qui caractérise les politiques publiques brésiliennes (Gonçalves, 2011). Comme le recommande Frei Betto (2007), « *le gouvernement brésilien doit se libérer de son syndrome du Colosse. Et veiller à nourrir ceux qui souffrent de la faim avant d'enrichir les propriétaires "héroïques"* » (2007).

Le positionnement des mouvements paysans vis-à-vis des agrocarburants mérite d'être abordé. La Via Campesina-Brésil critique

sévèrement ce type de source énergétique: « *la production industrielle d'agrocarburants va augmenter le réchauffement climatique mondial plutôt que de contribuer à sa réduction. Les monocultures de palme, de soja, de maïs et de canne à sucre vont accélérer la déforestation et la destruction de la biodiversité* » (Via Campesina, 2010). Pour l'internationale paysanne, la résolution de la crise socio-environnementale ne se fera pas par le biais de la technologie, mais par le recours à l'organisation des agents sociaux en vue de la création d'un autre modèle de production, de distribution et de consommation des biens agricoles. Seule l'agriculture durable à petite échelle, intensive en travail et peu énergivore pourra contribuer au développement équilibré des communautés urbaines et rurales et au refroidissement climatique.

Mais cette position négative à l'égard de la production industrielle d'agrocarburants n'est pas synonyme de rejet global de l'idée de production d'énergie au départ de la biomasse. Un certain nombre d'organisations paysannes brésiliennes ont d'ailleurs lancé des expériences de production d'énergie durable. Au sud du Brésil, le Mouvement des petits agriculteurs (MPA) anime un projet pilote qui associe sur un même territoire la production de cultures alimentaires et de cultures destinées à la production d'énergie, notamment sous la forme de systèmes agroforestiers. Le modèle productif est celui de la petite propriété familiale, sans relations de travail de type capitaliste. Par ailleurs, on y teste différentes espèces de canne pour éviter l'érosion génétique et la perte de biodiversité, et l'usage des semences génétiquement modifiées est proscrit au bénéfice des seules semences indigènes.

Autre avantage: les producteurs continuent de résider sur leur lieu de production, si bien que la reproduction matérielle et culturelle du mode de vie des paysans s'y perpétue, ce qui permet d'éviter la délocalisation et la perte de diversité culturelle. Enfin, la production n'est pas vendue sur le marché capitaliste mais consommée localement. On évite ainsi la subordination des revenus au capital agro-industriel et on renforce la souveraineté énergétique. Ce modèle de production combinée d'aliments et d'énergie dans le respect de l'environnement et dans le cadre d'un mode de production paysan a suscité l'invention du néologisme « *alimergie* » par le MPA.

« *Les biocarburants peuvent être produits dans le cadre de modèles alternatifs intégrant la production d'aliments, d'énergies renouvelables et de services écologiques à travers des systèmes*

*décentralisés organisés par l'agriculture paysanne. Ce mode de production est centré sur l'autonomie énergétique répartie par niveaux d'unités de production aux divers échelons – communautaire, territorial et inter-territorial –, de façon à pouvoir s'articuler aux systèmes de production d'aliments et de services écologiques et à l'occupation du territoire par les populations. Cela garantit un support économique et écologique durable à la production et à la reproduction de systèmes paysans ainsi qu'à ses rapports avec les villes, en intégrant ces deux systèmes dans un processus continu d'échanges matériels, énergétiques et économiques» (Cavalett, Leal & Rydgerg, 2010).*

### **Considérations finales**

L'agrobusiness ne constitue un modèle viable ni pour le monde rural, ni pour la société brésilienne dans son ensemble. Ce modèle agricole produit pour que les pays développés puissent consommer du soja, du jus d'orange, de l'éthanol, etc., tandis que la petite propriété produit des aliments pour la population brésilienne (Oliveira, 2003). La rhétorique néolibérale selon laquelle l'agriculture industrielle et l'exportation de *commodities* permettent d'augmenter le PIB national et de créer des emplois déforme la réalité des faits en dissimulant la barbarie, l'exclusion et la destruction environnementale charriées par l'expansion de l'agrobusiness. Les principaux médias participent à cette déformation des faits, en manipulant les informations au détriment des mouvements sociaux paysans et indiens, qui tentent de construire un nouveau modèle d'utilisation de la terre.

Il faut répéter que l'agrobusiness est l'héritier direct du système colonial des plantations, dont il reproduit plusieurs traits : latifundium, monoculture, exploitation intensive des travailleurs et orientation vers l'exportation. Son caractère nouveau réside dans le recours à la mécanisation et à l'utilisation d'intrants chimiques dans le cadre d'agro-écosystèmes simplifiés, synonymes d'exode rural et de dégradation de l'environnement. Seuls la mobilisation des populations rurales et les efforts de reformulation, d'expérimentation et de développement d'une agriculture paysanne renforçant la diversité biologique et socioculturelle permettront de résister à l'expansion de cette « barbarie moderne ».

## Bibliographie

- Almeida R.A. (2004), *Pequeno glossário da questão agrária*, Três Lagoas, São Paulo.
- Betto F. (2007), « Necrocombustíveis », [www.amaivos.uol.com.br](http://www.amaivos.uol.com.br).
- Camacho R. S. (2008), *O ensino da geografia e a questão agrária nas séries iniciais do ensino fundamental*, Universidade Federal de Mato Grosso do Sul, Aquidauana.
- Camacho R. S., Cubas T. et Gonçalves E. (2011), « Agrocombustíveis, soberania alimentar e políticas públicas: as disputas territoriais entre o agronegócio e o campesinato », *Boletim Dataluta*, Unesp/NERA, v.1.
- Fabrini J. E. (2011), « Território, classe e movimento sociais no campo », *Revista da Anpege*, Associação Nacional de Pesquisa e Pós-graduação em Geografia, vol. 7, n° 7, janvier-juillet.
- FAO (2008), *El estado mundial de la agricultura y la alimentación: biocombustibles – perspectivas, riesgos y oportunidades*, Rome, FAO.
- Fernandes B. M. (2008), « Agricultura de mercado, campesinato e agronegócio da laranja nos EUA e Brasil », in Paulino E. T. & Fabrini J. E. (dir.), *Campesinato e territórios em disputa*, São Paulo, Expressão Popular.
- Fernandes B. M. (2008), « Nos territórios do Território », in Paulino, E. T. & Fabrini, J. E. (dir.), *Campesinato e territórios em disputa*, São Paulo, Expressão Popular.
- Fernandes B. M. (2009), *Questão agrária: conflitualidade e desenvolvimento territorial*, [www.4.fct.unesp.br/nera/arti.php](http://www.4.fct.unesp.br/nera/arti.php).
- Fernandes B. M., Welch C. A. et Gonçalves E. C. (2010), *Políticas de agrocombustíveis no Brasil: paradigmas e disputa territorial*, São Paulo, Espaço aberto.
- Gorender J. (2002), « Gênese e desenvolvimento do capitalismo no campo brasileiro », in Stedile J.- P. (dir.), *A questão agrária hoje*, Porto Alegre, UFRGS.
- Leal M. (2007), « Cooperbio. Uma Cooperativa do Movimento dos Pequenos Agricultores », in Ortiz L. S., *Construindo a Soberania Energética e Alimentar*, Porto Alegre, Núcleo Amigos da Terra/Brasil.
- MST/Via Cmesina Brasil (2011), *Agrotóxico mata: campanha permanente contra os agrotóxicos e pela vida*, [www.mabnacional.org.br/?q=campanha/agrotoxico-mata-campanha-permanente-contra-os-agrot-xicos-e-pela-vida](http://www.mabnacional.org.br/?q=campanha/agrotoxico-mata-campanha-permanente-contra-os-agrot-xicos-e-pela-vida).
- Oliveira A. U. (1999), « A geografia agrária e as transformações territoriais recentes no campo brasileiro », in Carlos & Ana F. A. (dir.), *Novos caminhos da geografia*, São Paulo, Contexto.
- Oliveira A. U. (2003), « Barbárie e modernidade: as transformações no campo e o agronegócio no Brasil », *Revista Terra Livre*, São Paulo, année 19, vol. 2, n° 21, juillet-décembre.
- Oliveira A. U. (2004), « Geografia agrária: perspectivas no início do século XXI », in Oliveira, A. U. & Marques M. I. M. (dir.), *O campo no século XXI: território de vida, de luta e de construção da justiça social*, São Paulo, Casa Amarela.
- Porto-Gonçalves C. W. (2004), « Geografia da riqueza, fome e meio ambiente: pequena contribuição crítica ao atual modelo agrário/agrícola de uso dos recursos naturais », in Oliveira A. U. & Marques M. I. M. (dir.), *O campo no século XXI: território de vida, de luta e de construção da justiça social*, São Paulo, Casa Amarela.
- Stedile J. P. (1998), *Questão agrária no Brasil*, São Paulo, Atual.
- Stedile J. P. (2002), « A questão agrária e o socialismo », in Stedile J. P. (dir.), *A questão agrária hoje*, Porto Alegre, UFRGS.
- Stedile J. P. et al. (2006), « Manifesto das Américas em defesa da natureza e da diversidade biológica e cultural », *Revista Caros Amigos*, n° 112, juillet 2006.
- Stedile J. P. (2006), « A sociedade deve decidir o modelo agrícola para o país », *Revista Caros Amigos*, São Paulo, Casa Amarela, n° 109, avril 2006.

- Stedile J. P. (2007), « Soberania alimentar, o que é isso? », *Revista Caros Amigos*, São Paulo, Casa Amarela, année 10, n° 120, mars 2007.
- Stedile, J. P. (2008) « Por que o preço dos alimentos disparou? », *Revista Caros Amigos*, São Paulo, Casa Amarela, année 12, n° 135, juin 2008.
- Stedile J. P. (2011), « O aumento dos preços dos alimentos e o agronegócio », *Revista Caros Amigos*, São Paulo, Casa Amarela, n° 167, février 2011.
- Via Campesina (2007), *Nota oficial da via campesina: pequenos produtores esfriam o planeta*, [www.mst.org.br](http://www.mst.org.br).